

L'Œil de l'exilé

Journal de la Maison des journalistes, 16 rue de l'Étoile, 93000 Bobigny
Téléphone/fax : 01 48 30 46 73 • E-mail : maison.journalistes@wanadoo.fr

Bonne lecture !

Voici le n°1 de L'Œil de l'exilé, le journal de la Maison des journalistes où résident, en attente de leur statut de réfugié politique, des confrères de sept pays.

Point commun de ces trajectoires toutes différentes : la passion du journalisme et la violence d'État qui les a contraints à fuir leur pays et demander l'asile à la France.

L'Œil de l'exilé travaille sur ce fil commun pour nous offrir, par-delà la diversité des histoires de chacun, un regard original sur la société française par des gens de plume qui ne sont là que depuis quelques mois. Bonne lecture.

La Maison des journalistes

SOMMAIRE

■ VIE EN FRANCE

Les frustrations des journalistes étrangers 2

Les Algériens face à l'asile territorial 2

■ REPORTAGE

Château Rouge, l'autre France d'en bas 3

■ SORTIR

Victor Hugo ressuscité 4

ÉDITORIAL

FINIE L'ERRANCE

Une première en France : la Maison des journalistes (MDJ). Un cadre qui offre le logis, le resto et surtout l'outil informatique permettant aux résidents de pianoter et de surfer sur l'Internet. Hier, c'était impossible, plutôt un calvaire pour les professionnels de la communication contraints à l'exil par les potentats. Véritable ouf de soulagement pour les journalistes demandeurs d'asile politique en France. Oui, des journalistes. Des vrais. Et non des pseudos qui se camouflent derrière cette étiquette, vilipendant en fin de compte ce noble métier. Oui. Des

vrais journalistes ayant subi réellement des atrocités, des injustices sociales... Après donc plusieurs années, un pas vient d'être franchi. Plus d'une quinzaine de médias français ont enfin prêté une oreille attentive aux doléances de leurs confrères réfugiés sur leur territoire et qui n'avaient que les bouches de métro et autres lieux insalubres pour dormir. Pourquoi ne pas dire qu'une des solutions aura été trouvée depuis le 8 mai dernier, lorsqu'une structure légère d'accueil a ouvert ses portes dans le département de Seine-Saint-Denis. Est-ce un hasard si la Maison s'est ouverte à quel-

ques heures de la Journée internationale de la liberté de la presse ? Certainement pas.

Après l'obtention du statut de réfugié, les résidents doivent impérativement céder le témoin à d'autres. Là commence une nouvelle vie de misère : trouver un boulot dans le domaine qui est le leur. A priori, il n'y en a pas. Pour pallier cette situation, la MDJ a mis en place *L'Œil de l'exilé*, une espèce de tribune permettant dans un premier temps aux résidents de continuer à manier leurs plumes.

Mais certainement beaucoup reste à faire : l'insertion des journalistes étrangers dans la société française.

Patrice Kouendolo-Sikila

À la Maison des journalistes, l'ambiance et les discussions animées permettent de garder un bon moral.



Photo : Vitali Radkevich

LES FRUSTRATIONS DES JOURNALISTES ÉTRANGERS EN FRANCE

*I*l y a beaucoup de journalistes africains en France", lance le premier. "Très peu d'entre eux continuent d'exercer leur métier", renchérit le deuxième. Un débat gagne alors l'assistance. Tout le monde semble unanime : il est difficile pour un étranger de demeurer journaliste. Les médias français n'ouvrent pas leurs portes aux Africains.

Comment faire pour demeurer chevalier de la plume ou du micro ? Telle était la grande question. C'était le 10 juillet dernier, dans la salle de conférence du CAPE (Centre d'accueil de la presse étrangère), au cours de l'assemblée générale de l'Association de la Presse

Panafricaine. Conscients des difficultés qu'ils rencontrent dans l'Hexagone, une dizaine de journalistes africains ont eu l'idée de créer un cadre ayant pour "but de rassembler tous les professionnels des médias dont le principal centre d'intérêt est l'Afrique". Pour ce faire, l'association "se veut l'instance [qui s'engage] résolument à promouvoir le concept d'information équitable, mais aussi à devenir une force de proposition qui travaillera avec les journalistes, les rédactions et les autorités gouvernementales pour adapter la réglementation sur l'accréditation de travail des journalistes africains de France à leurs capacités réelles".

Combien sont-ils ? Une autre interrogation non moins importante. Concrètement, le nombre n'est pas connu. Pour la plupart, ils étaient contraints à l'exil. Fuyant des exactions et autres châtimens, ils ont choisi la France, terre d'asile, où ils n'ont pu continuer leur noble métier. Ils sont obligés de faire de petits boulots afin de vivre. Certains sont devenus techniciens de surface, d'autres encore vigiles dans les grands magasins, d'autres enfin se contentent des boîtes d'intérim qui ne les font travailler que quand les conditions l'exigent.

Cette situation de précarité ne concerne pas exclusivement les Africains. Elle est générale. D'autres journalistes non africains vivent le même calvaire. Arrivé en France à l'âge de 27 ans, Saad, journaliste pakistanais, a cherché en vain une place dans un organe de presse. Toutes les portes lui étaient fermées alors qu'il était le correspondant local de Reporters sans frontières, rédacteur chargé des affaires criminelles du journal *The Muslim* et pigiste pour United Press International (UPI) à Islamabad.

Raison apparente, il n'avait pas la maîtrise de la langue de Molière. Une excuse qui ne semble tenir sur rien, car ceux qui ont la maîtrise de ladite langue n'ont pu trouver de place non plus. Pour se frayer un chemin dans cette société, Saad a choisi un autre créneau : l'éducation des jeunes délinquants. Il survit grâce à ce métier.

La France, la fameuse terre d'asile, devient véritablement un parking pour les professionnels de la communication et de l'information acculés à l'exil. Ils accusent tous le manque de soutien de la part de leurs confrères autochtones. Aussi se sentent-ils abandonnés à eux-mêmes. Ils ne demandent pas plus qu'une simple solidarité. Laquelle solidarité, estiment-ils, peut contribuer véritablement à la lutte pour la liberté de la presse.

P.K.S.

LES ALGÉRIENS FACE À L'ASILE TERRITORIAL

LES PERSÉCUTÉS DU PEUPLE ALGÉRIEN, dont la majorité est menacée par les groupes islamiques armés, ont essayé de trouver refuge dans des pays voisins (arabes). Mais les gouvernements de ces pays ne garantissent pas une protection aux demandeurs d'asile algériens. Ils sont même parfois d'emblée interdits d'entrée ou bien refoulés en Algérie. Pour essayer de contourner cette discrimination, de nombreux Algériens ont alors fui vers le continent européen et pour une majorité vers la France, "terre des libertés et des droits de l'homme".

Les gouvernements occidentaux doivent reconnaître le danger qu'en courent un grand nombre d'Algériens et d'Algériennes et leur garantir enfin la protection dont ils ont besoin : "Nul ne peut être soumis à la torture, ni à des peines ou traitements inhumains ou dégradants" (Convention universelle des droits de l'homme, article 3).

Une demande d'asile territorial peut être déposée. Les règles de procédure sont différentes de celles de l'asile politique : c'est en effet le ministre de l'Intérieur qui prend la décision d'accorder ou non l'asile territorial sur avis des préfectures. Le délai d'obtention est extrêmement long, parfois jusqu'à trois ans. Enfin, le droit au séjour n'est accordé initialement que pour un an (avec droit au travail) et c'est le ministère de l'Intérieur qui est souverain pour les renouvellements de la carte de résident. La protection qui en découle reste donc bien en retrait par rapport au statut de réfugié.

Dans un document rendu public récemment, France Terre d'Asile invite notamment les autorités françaises à "suspendre provisoirement toute mesure de renvoi vers l'Algérie, aussi longtemps que la situation prévalant dans ce pays ne permet pas le retour dans la sécurité et la dignité".

Rabah Bendali



Le marché de Château Rouge : désormais, l'une des curiosités touristiques de Paris.

CHATEAU ROUGE, L'AUTRE FRANCE D'EN BAS

Situé au cœur du XVIII^e arrondissement de Paris, Château Rouge passe pour être l'un des quartiers les plus populaires de France. Ici survivent essentiellement des Africains, des Arabes et quelques Asiatiques. Prostitution, drogue, arnaque, guerre de gangs, trafic en tout genre, tout y circule au grand bonheur des amateurs. Voyage dans un univers ô combien impressionnant, dont la notoriété a dépassé les frontières françaises.

Château Rouge un samedi matin. Il est 10 heures lorsque nous arrivons dans ce quartier mythique de Paris. Et déjà, le monde qui s'y retrouve est assez impressionnant. "Attendez, d'ici un quart d'heure vous verrez", lance un quinquagénaire, las de vivre dans "cette pourriture" selon son expression. En quelques minutes, le Marché Dejean fait son plein. "Poisson de bonne qualité, venu tout droit d'Afrique", entend-on çà et là, dans un vacarme assourdissant. "On se croirait en Afrique ici", s'exclame un Blanc ému par le spectacle. En effet, la plupart des personnes qui viennent faire des courses sont d'origine africaine.

La foire aux bonnes affaires

En effet, Château Rouge est devenu une plaque tournante pour Africains nostalgiques des bonnes cuisines, de vêtements et autres produits en provenance d'Afrique. Et au marché Dejean, on trouve un peu de tout : Du Ndolé (mets fait à base de feuilles amères mais très bien lavées) camerounais, du Saka Saka (feuilles de manioc) et du Chicouang (gâteau de manioc) congolais, la Tchéké (gâteau de manioc) ivoirienne. Des Djellabah et Samaras du Sénégal, des Boubous et des masques du Mali, sans oublier des salons de coiffure pour Africains, des discothèques où l'on n'écoute que de la musique africaine, etc. Les produits en provenance des pays d'Asie

ont également pignon sur rue. Ils proviennent pour la plupart de vols ou de contrefaçons. Ce sont les revendeurs qui viennent vers vous en vous proposant des produits à un prix défiant toute concurrence. L'un d'entre eux nous interpelle en brandissant une montre "plaquée or" à 150 euros. Nous lui en proposons 70 en lui faisant savoir qu'elle n'est que la copie d'une grande marque. S'ensuit alors une discussion. Au moment de tomber d'accord sur un prix, il prend la fuite nous laissant seuls. À la question de savoir ce qui se passe, un commerçant nous explique qu'il fuit parce qu'on lui a signalé la présence de la police dans le secteur. "Si vous voulez faire de bonnes affaires, repassez à Château Rouge à partir de 20 heures", nous conseille-t-il.

À partir de 20 h 30, le quartier vit. C'est ici en effet que dealers et autres grands arnaqueurs aiment se donner rendez-vous pour le "business". Quelques jeunes Noirs et Arabes marchent à pas de soldats comme s'ils avaient quelqu'un à leurs trousses. Ils viennent juste de s'apercevoir que des flics en civil les suivent. Ils se fauillent entre les immeubles et disparaissent.

Un Arabe d'environ 30 ans se dirige à son tour vers nous en sifflotant. Pourquoi le fait-il ? Notre ami quinquagénaire rencontré le matin nous fait savoir que nous n'avons pas saisi son message. En sifflotant, il voudrait

savoir si nous sommes à la recherche de shit (cannabis). En effet, Mira a ses signes, son langage et ses gestes que seuls les habitués peuvent comprendre. Ici, on peut tout acheter : des passeports falsifiés ou dérobés aux touristes, des voitures volées, des téléphones portables, des contrefaçons en tout genre. Les bagarres de gangs et règlements de comptes sont fréquents. C'est pourquoi la police y est présente de manière régulière.

Un quartier chaud

Mira, c'est aussi le fief de la prostitution. On peut "consommer" des femmes de tous les âges et de toutes les nationalités à condition de sacrifier quelques billets d'euros. Nous avons vu une jeune Africaine entrer et ressortir d'un immeuble quatre fois avec des hommes différents et à 20 minutes d'intervalle. En moyenne par nuit, ces prostituées peuvent gagner 200 euros. En un mois, cela représente un gros salaire. Certaines d'entre elles, nous a-t-on révélé, réalisent de grands projets dans leurs pays.

Château Rouge, quartier chaud et mythique, s'est laissé découvrir par notre équipe. Une visite qui s'est achevée par une interrogation : comment peut-on laisser des gens vivre dans ces conditions dans un Paris considéré comme la plus belle ville du monde ?

Martin Luther Mbita

SACRÉS AMERLOQUES

Ils ne cesseront de nous étonner ces chers Américains. Toujours en quête de sensations fortes. Tenez ! Après avoir condamné avec la dernière énergie les dictateurs africains (anciens chefs d'État) et en imposant des embargos sur tous les plans à leurs pays, voici qu'ils se proposent aujourd'hui de leur venir en aide. Et de quelle manière ? En créant l'African Presidents in Residence Program. C'est un fonds de pension pour anciens dictateurs africains en quête d'une sortie honorable. Une sorte de "Maison de retraite" pour ces "monstres" qui ont terrorisé les populations. Cette "idée géniale", nous la devons à Charles Stith, ancien ambassadeur des États-Unis en Tanzanie et responsable du Centre de recherches des archives présidentielles africaines (APARC) de Boston.

Le premier bénéficiaire de ce projet est l'ancien président de la Zambie,

Kenneth Kaunda. Une villa avec bureau spacieux lui a été réservée dans l'enceinte de l'Université de Boston. Il bénéficie également d'une garde rapprochée et le montant de sa bourse d'études n'a pas été révélé. Les billets d'avion sont offerts par une compagnie aérienne.

Pendant un an, les nouveaux boursiers vont voyager à travers les USA pour donner des conférences. Mais sur quoi ? Comment prendre le pouvoir par la force ? Comment massacrer de pauvres innocents ? Comment détourner des fonds publics sans être inquiété ? Que vont-ils apprendre aux Américains ? These are the questions. Ce programme, selon certaines indiscretions, bénéficie du soutien du gouvernement américain et de Lloyd Balfour, un mécène originaire de Boston, qui a fait don d'un million de dollars.

Selon ses initiateurs, "il faut donner une seconde chance à ces hommes et

leur éviter le pire après leur règne : la comparution devant un tribunal national ou international ou encore la mort". Incroyable ! Pendant que de nombreuses personnes meurent de faim et de maladies en Afrique, nos chers Américains choisissent, eux, d'accorder des bourses à des personnes qui n'en ont rien à faire, tout simplement parce que du fric, ils en ont suffisamment détourné dans leurs pays. Et il n'est pas surprenant qu'après leur formation, ils bénéficient d'un exil doré au pays de l'oncle Sam. De quoi légitimer et motiver même le règne de la terreur en Afrique.

Ah, ces chers Américains ! On ne sera pas surpris d'apprendre un jour qu'ils ont décidé d'accorder des bourses d'études aux terroristes en quête d'une retraite honorable. Et peut-être que Ben Laden et ses lieutenants en seront les premiers bénéficiaires.

M.L.M

SORTIR

VICTOR HUGO RESSUSCITÉ

Le Théâtre du Nord-Ouest à Montmartre, en plein cœur de Paris, est d'abord un théâtre d'art et d'essai, avec deux salles de spectacle. Sa programmation a la particularité d'alterner des saisons de six mois, l'une consacrée à l'intégrale d'un auteur, l'autre à des pièces de création autour d'un thème de réflexion contemporain.

Au cours de cette saison, trente spectacles sont présentés. Pour ce théâtre assez particulier, il y a eu l'intégrale Racine en 1999, l'intégrale Musset en 2000 et l'intégrale Corneille en 2001. Cette année, le directeur du théâtre, M. Jean-Luc Jeener, a voulu présenter l'intégrale Victor Hugo jusqu'au 31 décembre, suivie d'une saison de créations autour du thème : "théâtre : miroir du monde".

Notre visite au sein de ce théâtre fortement chaleureux permet de témoi-

gner de la grande volonté des comédiens et des metteurs en scène qui travaillent d'arrache-pied pour que les spectateurs soient satisfaits des prestations. Lesquels spectateurs sont venus nombreux découvrir avec curiosité et enthousiasme les scènes de Torquemada, Marion Delorme, Marie Tudor, Notre-Dame de Paris...

À l'occasion du bicentenaire de la naissance du poète, force est de constater que le théâtre de Hugo demeure une référence dans l'histoire de la dramaturgie. Son univers, souvent violent, a un souffle unique. Le Théâtre du Nord-Ouest propose en quelque sorte de visiter l'œuvre de ce grand dramaturge à travers des mises en scène variées, correspondant au souci et à l'esprit d'innovation que Hugo a toujours défendus.

Mohamed Chérif Bouhouia

L'ŒIL DE L'EXILÉ

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION

Danièle Ohayon

RÉDACTEUR EN CHEF

Patrice Kouendolo-Sikila

ÉQUIPE DE RÉDACTION

Rabah Bendali, Mohamed Chérif

Bouhouia, Patrice Kouendolo-Sikila,

Martin Luther Mbita, Vitali Radkevich

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Martin Luther Mbita

MAQUETTISTE

Maryse Zalesztejne

IMPRESSION

Éditions Mimosa, tél.: 04 67 99 49 49

MAISON DES JOURNALISTES

16 rue de l'Étoile, 93000 Bobigny

Directeur : Philippe Spinau

Téléphone/fax : 01 48 30 46 73

E-mail : maison.journalistes@wanadoo.fr